

Puisqu'on admet l'utilité de l'élection, par les juges et les représentants du barreau, des juges suppléants, pourquoi n'adopterait-on pas ce procédé pour les juges ordinaires, en donnant plus d'étendue au corps électoral, ne fût-ce au moins que pour désigner ceux parmi lesquels le gouvernement devrait choisir des juges ?

On excluerait par là bien des individus que l'on ne pourrait nous infliger pour des raisons politiques.

Ce mode, quoique sujet à objection, vaut mieux que la nomination par le gouvernement, si les parties désignées et qualifiées comme juges suppléants en premier lieu, veulent accepter la charge ; mais le plan est irréalisable. D'abord il est difficile de concevoir qu'un avocat qui serait désigné par ses confrères et par les juges, comme le mieux qualifié pour être juge, consentirait à accepter la charge de juge suppléant lorsque plusieurs d'entre eux ont refusé ou refuseraient la position de juge en pied. La question de rémunération serait importante pour les déterminer ; et la plupart d'entre eux refuseraient d'accepter une position temporaire et incertaine à cause de l'interruption dans leurs affaires. Le gouvernement ne voudrait pas que le salaire de ces juges excédât ou même égalât celui d'un juge ordinaire, de sorte que la rémunération serait insuffisante. A tout événement, le résultat serait qu'on tomberait pour le choix dans les sphères inférieures, et Dieu sait qu'il n'existe pas une pléthore de capacités judiciaires, et nous n'avons pas besoin de réduire le niveau de nos juges. La conséquence serait que ces juges suppléants ne seraient que des doublures ou comparses dont le rôle ne serait acceptable qu'avec au moins une capacité sérieuse pour les dominer. Si leurs dispositions les portaient à l'activité, s'ils prenaient leur rôle au sérieux, qu'elle source féconde d'appels ! et en même temps quel fléau pour les pauvres plaideurs !

Voilà cependant où nous mène le système de la pluralité des juges, telle que suggérée par la commission. De plus, l'histoire de la constitution anglaise démontre que toutes les libertés qu'elle assure n'ont de garantie d'existence qu'en autant que les tribunaux sont à l'épreuve des séductions du pouvoir.